



CDEN du 27 février 2024
Déclaration liminaire

Monsieur le Préfet,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Départemental de l'Éducation
Nationale,

Rends l'argent !

C'est le cri d'un ministère, celui de l'Économie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique résonnant aux oreilles d'un autre, le ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse de France.

Notons au passage l'expansion du nom accolée à « jeunesse » qui vient fleurir la désignation retrouvée de 2018, sans sport ni activité olympique...

Cet argent, quel est-il ?

Comment une erreur prévisionnelle de 692 millions d'euros a-t-elle pu être commise lors de l'élaboration du budget de l'État ?

Doit-on imaginer que cette somme substantielle, magnanimement allouée, n'était qu'un artifice démagogique ?

Sur les 692 millions d'euros qu'il faut rendre, 479 devaient servir à financer des emplois.

2620 postes dans le 1^{er} degré

1740 postes dans le 2^d degré

4600 postes d'AED et d'AESH

et 1760 postes dans l'enseignement privé !

Ces pertes pour la rentrée à venir viennent se heurter à l'annonce de création de 2137 postes qui devaient permettre la mise en place de la réforme du collège.

C'était donc cela choc des savoirs ! Le bruit du discours se heurtant à la réalité !

Si les emplois concernés par les 479 millions à rendre n'étaient pas immédiatement nécessaires selon notre gouvernement, et ce malgré les besoins criant de nos écoles et collèges gardois passant les barres de 19,72 et 25,4 % d'établissements ayant un IPS

inférieur à 90..., ces emplois le deviennent pour la mise en place de la réforme du collège en septembre !

Si notre nouvelle ministre de tutelle, autrice en 2016 d'un article au titre provocateur, Supprimer le ministère de l'Éducation Nationale, promouvant une évolution du système éducatif vers une décentralisation territoriale, une autonomie des établissements... si donc notre ministre ne défend pas le budget initial, que va-t-il se passer ?

Pour mettre en place les groupes de niveau en mathématiques et français, il faudra éroder davantage encore les conditions de travail des professeurs de ces disciplines : les BMP, les postes partagés vont se multiplier, les emplois du temps seront rigidifiés, ces enseignants seront éloignés des missions de professeurs principaux.

Quelle belle attractivité pour des disciplines boudées au concours de recrutement !

À moins que l'on renonce à appliquer cette réforme ?

Comment est-il possible de rendre l'argent sans toucher aux postes ?

Peut-être le directeur de cabinet pourra-t-il proposer une alternative ? En portant par exemple un projet de réforme constitutionnelle !

L'air sur lequel est chanté « Rends l'argent » est connu : il est celui que la Cour des Comptes, l'Inspection Générale ou quelque Présidente de Région, fredonnent, il vibre en trémolos girondins, s'accorde au tempo Brisson, sans interrompre la mélodie de la destruction en marche !

Les lycées professionnels ont ouvert le bal, ils dansent sur les accords orchestrés par les économies locales, fragmentant notre modèle éducatif.

Ainsi, cette carte scolaire annonçant plus de 40 fermetures n'est pas dissonante, la baisse de la natalité concourant à légitimer ces classes en moins.

Plutôt que de saisir l'opportunité d'accompagner la Jeunesse de France, la Jeunesse Gardoise, en lui offrant un meilleur rapport du nombre de professeurs par élèves, pour se rapprocher enfin d'un groupe de 15 pour une classe de maternelle (au lieu d'une moyenne de plus de 23 hors Éducation prioritaire dans notre département), d'assurer un vivier de professeurs remplaçants, de créer des postes de RASED suffisants, d'accueillir dignement les élèves porteurs de handicap et de permettre la mise en place de groupes à effectifs réduits en mathématiques et français sans pour autant réduire au silence les enseignements de latin et de grec... plutôt que tout cela, quelle décision est-elle prise ?

Celle de rendre l'argent !

Notre Jeunesse de France, notre Jeunesse Gardoise ne mérite-t-elle pas d'entendre les échos des peuples passés avant elle sur notre territoire ? De les comprendre ? De

pouvoir embrasser leurs apports aux sciences ? De bâtir des demeures, de s'inscrire dans leurs traditions de maîtrises artisanales ?

Nous souhaitons que cesse la destruction.

Nous souhaitons retrouver des heures d'enseignement suffisantes, nous souhaitons être des enseignants épanouis et nous souhaitons renouer avec le sens véritable de l'École : la transmission des savoirs.

Cet air-là n'a pas encore été composé.

Je vous remercie.

